

## Annexe 18 – Appui aux Associations de Personnes Vivant avec le VIH/SIDA

L'enquête qualitative de terrain s'est déroulée avec la collaboration de 5 associations de pvvih à Brazzaville et Pointe-Noire (Espoir, Femmes+, Jeunes Positifs, Tayuwana, Vivre+), tant pour l'élaboration et la conception, que pour la réalisation du travail de terrain. Cette collaboration de 2 semaines, enrichie par les nombreux entretiens menés auprès de personnes atteintes impliquées dans ces associations, la participation aux groupes focus, les longues discussions et échanges informels entre les militants et les experts nationaux et internationaux, ont fait émerger un certain nombre de difficultés auxquelles se heurtent ces associations. Basé sur les questions posées et les revendications exprimées lors de ces échanges, le tableau ci-dessous est un document technique tentant de synthétiser les besoins, tout en proposant des interventions. Ce document tient également compte de l'analyse institutionnelle des ONG au Congo réalisée par le CREDES en mai 2003.

Problèmes identifiés	Mesures proposées
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu de connexion entre les différentes associations nationales ;</li> <li>• Faibles liens avec les autres associations de pvvih dans les autres pays du Sud et dans les pays du Nord ;</li> <li>• Peu d'accès aux informations médicales pointues sur la recherche, les traitements, les ARV, les protocoles, les critères biologiques d'inclusion, l'observance etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès internet gratuit ;</li> <li>• Participation aux colloques et conférences internationales, en variant le choix des participants pour un meilleur renforcement des capacités individuelles ;</li> <li>• Formations thématiques et stages d'échanges d'expériences Sud/Sud ;</li> <li>• Organisation d'une rencontre annuelle des associations de pvvih, afin d'échanger, de faire le point sur l'action de l'année passé et de définir des objectifs de la lutte contre le Sida pour l'année à venir.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fragilité des associations liée à la Maladie et aux décès des militants : faible capitalisation de l'expertise ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès gratuit aux ARV pour les militants associatifs ;</li> <li>• Formation médicale renforcée (ARV, observance...).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'autonomie financière : frein à la capacité à s'engager au service des autres.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès prioritaire aux AGR individuelles, familiales et collectives.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'association en tant que partenaire à la mise en œuvre et à la gestion financière des projets d'appui et d'aide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Représentation des pvvih au sein des instances organisant la collecte et l'affectation des fonds ;</li> <li>• Aide à l'ouverture d'un compte en banque pour toute association ayant une existence légale ;</li> <li>• Formation à la gestion administrative, comptable et financière.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Utilisation » des associations de pvvih pour cautionner des projets et des actions (recours aux témoignages), sans que celles-ci soient véritablement considérées et associées aux décisions ;</li> <li>• Manque de représentation des pvvih aux postes de décision politique et stratégique de la lutte contre le Sida.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nommer des pvvih à des postes stratégiques de la prise en charge psychosociale ;</li> <li>• Développer les collaborations et partenariats des structures de soins avec les associations.</li> </ul> <p><i>« Dans chaque ministère, il existe maintenant un point focal en ce qui concerne le VIH/SIDA, je souhaiterai qu'à la tête de ce point focal, on puisse mettre une pvvih » Focus BZ</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté à se structurer et à développer des projets aboutis et complets ;</li> <li>• Faible démocratie associative et incapacité à faire fonctionner les mécanismes de régulation internes aux associations ;</li> <li>• Manque de connaissances permettant de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formations visant à renforcer la vie associative : statuts, actualisation des objectifs et des stratégies, tenue d'AG, rédaction de rapports et de compte rendus...</li> <li>• Guide concernant les démarches d'instruction d'un projet, et information sur les procédures</li> </ul>

définir des objectifs, des stratégies d'action, de rédiger des statuts, etc.	propres à chaque bailleur de fonds.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de locaux pour accueillir le public, organiser des formations, des réunions ;</li> <li>• Pas d'équipement logistique et technique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir les moyens logistiques nécessaires au bon fonctionnement (local, matériel informatique, moyens de communication...)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de formation des membres pour mener leurs actions déjà existantes (counselling, conseil conjugal, médiations familiales, nursing, soutien moral...).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formations adaptées aux activités : counselling, accompagnement des malades, vivre un deuil etc.</li> </ul>

Les associations de pvvih sont très demandeuses d'un soutien renforcé à leurs actions et de mesures favorisant leur implication dans la lutte contre le Sida. Elles gèrent à l'échelle collective une somme de difficultés individuelles et ne reçoivent aucune aide extérieure, que ce soit du point de vue financier (autofinancement complet), matériel ou même en conseils, information et formations. Dans ce dénuement total et malgré d'importantes fragilités, elles parviennent néanmoins à exister grâce au courage et à la volonté de quelques-uns. Elles ont cependant du mal à constituer un groupe solide et à proposer de véritables activités à leurs adhérents, faute de locaux et de moyens.

**Et pourtant, la lutte contre le Sida aujourd'hui ne peut plus s'envisager sans une véritable implication des communautés, en l'occurrence des pvvih.**

Pour commencer à remédier à cette situation de fragilité, il sera fondamental de favoriser l'émergence de leur expertise afin d'y recourir dans le domaine de la prévention et de la prise en charge du VIH/SIDA. Les associations de pvvih ont besoin en urgence d'un allié à leurs côtés, et il faudrait donc commencer par prévoir la responsabilisation au niveau du CNLS d'un expert en charge des associations, disponible pour répondre à leurs questions d'ordre structurel.

Favoriser la mobilisation des pvvih est fondamental pour faire avancer la lutte contre le Sida, et l'accès aux traitements, comme le démontre le rôle des activistes au Burundi et plus récemment en Afrique du Sud dans les possibilités d'accès aux ARV. Dans ce dernier pays, Nathan Geffen, directeur national de la Campagne d'action pour les traitements (TAC) témoigne ainsi que « *la totalité de la procédure devant la Commission de la concurrence, démontre que les militants peuvent combiner les pressions, à travers des manifestations et des procédures judiciaires, pour parvenir à des objectifs justes et équitables* »<sup>1</sup>

#### **Définition des critères d'éligibilité des projets soumis au CNLS**

Il est prévu, dans le cadre des appuis financiers du Fond mondial, que les ONG et associations aient la possibilité de soumettre à la commission thématique « réponse communautaire » du secrétariat exécutif du CNLS, des projets d'appui dans le domaine du sida. Il est important de prévoir un certain nombre de critères d'éligibilité pour ces projets, notamment :

##### **1) Critères administratifs**

- Etre une association congolaise de type loi de 1901 avec statuts déposés et validés par le Ministère de l'Intérieur ;
- Témoigner de la validité du fonctionnement de la vie associative et de sa viabilité sur la base des éléments suivants : (i) statuts, règlement intérieur, PV d'AG, (ii) organigramme de l'association, (iii) présentation des ressources humaines (effectif permanent et qualification), matérielles et financières disponibles incluant les accords de financement en cours, (iv) activités précédentes dans le domaine.

<sup>1</sup> Philippe RIVIERE, « Accord historique face à la pandémie. Enfin des génériques antisida pour l'Afrique subsaharienne », *Le Monde Diplomatique* du 10 décembre 2003.

- Démontrer sa capacité à assurer la bonne gestion technique et financière d'un projet sur la base de la présentation des rapports d'activités, des rapports financiers et, si possible, d'évaluations externes des projets réalisés.

## 2) Critères techniques

- Justification des domaines d'expertise confirmée et/ou de ceux où l'association présente un avantage comparatif ;
- Projet entrant dans le cadre de la grille des thématiques présentées dans le tableau 9 ;
- Projet respectant les priorités définies dans le cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA et s'inscrivant dans les plans opérationnels départementaux ;
- Description de la zone d'intervention, de la situation de départ et du problème à résoudre ;
- Description des propositions de solution, des stratégies à mettre en place et des activités à mener pour atteindre des objectifs pertinents et mesurables ;
- Description des moyens nécessaires avec argumentaire justificatif ;
- Description des modalités d'exécution, de suivi et d'évaluation.